
15 juin 2007 : déclaration (Paris)

PROJET DE LOI DU BOUTEFEU HORTEFEUX : LES IMMIGRÉ(E)S SONT DES MAUVAIS PARENTS, PAS DE DROIT A LA FAMILLE!

En 4 ans, voilà la quatrième loi sur l'immigration. Cette fois, ce n'est plus le ministère de la police, mais le mal nommé « ministère de l'identité nationale » sous la houlette du clan Sarkozy dont les tentacules ne cessent de s'élargir. Nous l'avons déjà dit : si il y a besoin de défendre l'identité nationale par la création d'un ministère portant ce nom, il faudra bien déclarer publiquement et clairement qui donc menace celle ci ? Pour réduire le nombre de titres de séjour délivré pour regroupement familial de 95.389 en 2005, déjà en baisse de 7% par rapport à 2004 la réponse à cette question vient de tomber par le biais du projet de loi boutefeux :

- **Test d'évaluation de maîtrise du français avant le départ du pays d'origine alors que des « classes européennes » sont créées dans les lycées pour la connaissance de plusieurs langues européennes; Les langues africaines, asiatiques parce que « barbares » seraient ainsi incompatibles avec la connaissance du français?**
- avoir 1,2 fois le smic et des ressources 'indexées' sur la taille de la famille (nombre d'enfants), sera t-il bientôt demandé aux français la même somme pour avoir le droit de fonder une famille?
- **création d'un contrat d'accueil et d'intégration (CAI) qui est un flicage des parents pour les traîner devant le juge des enfants; N'est-ce pas l'académicienne H. Carrère d'Encausse qui expliquait que la « polygamie est à l'origine des émeutes de banlieues »?**
- la France ayant été plusieurs fois condamner pour non respect du droit d'asile, le demandeur d'asile a dorénavant droit à un recours suspensif de 24h contre une décision de rejet.

Telles sont en substance les dispositions complémentaires du projet de loi complémentaire à la loi xénophobe Sarkozy 1, Villepin sur le droit d'asile, puis Sarkozy 2/Ceseda. Il s'agit ici d'une forfaiture claire visant l'immigration régulière et qui va fabriquer comme toutes les révisions tous les 1 an et demi de la loi sur l'immigration depuis 1945.

Les à priori xénophobes et racistes des dérives successives des lois ont un lien évident avec la poussée raciste et xénophobe en France dont les manifestations sont entre autres : les propos de Finkielkraut, Frêche, de Villiers et Le Pen sur l'équipe de France de football (qui aurait notamment « *trop de noir* »), les propos de l'académicienne Hélène Carrère d'Encausse sur la « *polygamie* » qui serait à l'origine « *des émeutes de banlieues* », ceux de Pascal Sevran, animateur de France Télévision, qui s'est livré à l'abject entretien de la parole raciste dans son dernier livre : « *La bite des noirs est responsable de la famine en Afrique* ». Il confirme ses propos dans Var Matin du 6 décembre 2006 : « *Et alors ? c'est la vérité ! L'Afrique crève de tous les enfants qui y naissent sans que leurs parents aient les moyens de les nourrir. Je ne suis pas le seul à le dire. Il faudrait stériliser la moitié de la planète !* ». L'immigration est considérée comme un danger majeur d'une société laminée par les effets sociaux, économiques, culturels, politiques désastreux du néolibéralisme imposé par les milliardaires du CAC40, lesquels modèlent le pays selon leurs intérêts prédateurs.

Sarkozy et Hortefeux n'ont rien inventé, ils ont tout simplement dépoussiéré une vieille obsession chauvine et raciste que l'histoire de France leur a « légué ». Dans une lettre du Directeur de l'Institut Colonial de Bordeaux (Ministère des Colonies) au Maire de Bordeaux en date du 24 décembre 1927, on peut lire : « *tout d'abord,*

une mesure préventive paraît s'imposer pour mettre un terme à l'augmentation progressive du nombre déjà considérable des indigènes résidant en France et provenant de nos colonies d'Afrique. On est d'accord pour estimer que les éléments les moins intéressants de cette population ont quitté leur pays à la suite d'embarquement clandestin; (...) La présence sur le territoire de la métropole d'une population indigène importante, qu'elle provienne de l'Afrique du Nord ou de nos autres grandes colonies, par exemple l'Afrique Occidentale Française, colonie d'origine de la plupart des indigènes qui ont fixé leur résidence dans notre port, constitue incontestablement une menace pour le bon ordre et la sécurité publique » (archives municipales de Bordeaux, cité par Mar Fall, édition l'Harmattan).

Sarkozy le soir même de sa victoire électorale a déclaré : « je veux rendre à la France ce qu'elle m'a donné ». L'histoire de France version Sarkozy a un amer goût colonialiste, utilitariste, raciste, anti-social. Sarkozy a manifestement appris l'histoire de France exclusivement à travers des « manuels » douteux qui sont aujourd'hui remis au goût du jour pour casser tout projet sérieux progressiste du vivre ensemble dans l'égalité et la dignité humaine. La nouvelle loi Sarkozy comme toutes celles qui l'ont précédé – de droite et de gauche – sont des usines à fabriquer des nouveaux sans papiers dont l'économie patronale a besoin pour mettre bas tous les acquis sociaux et droits démocratiques gagnés de haute lutte par les générations précédentes.

L'avant projet de loi est une offensive libérale pour obliger les sans papiers à se clandestiniser. Dans son sillage chaque secteur du monde du travail, les uns après les autres, va subir la broyeuse sociale des anti-réformes libérales et pro-patronales.

La CNSP appelle tous les sans papiers à résister aux torrents racistes, répressifs, voire terroristes qui s'abat déjà. Voilà comment nous allons contribuer au réveil inévitable du grand peuple de France, du monde du travail de France dont nous sommes partie prenantes.